Ted Grant

Les capitalistes craignent les travailleurs parisiens en armes

Source : *Socialist Appeal*, vol. 6 n°5 (septembre 1944)

Les nazis ont été mis en déroute en France. Mais le fait le plus marquant a été le mouvement de masse des travailleurs français, à Paris et dans tout le pays, prenant les armes contre l'oppresseur nazi.

C'est ce mouvement de masse – travailleurs, paysans et classes moyennes – qui a contraint l'armée allemande à la retraite. L'apogée de ce processus, marquant le retour des masses françaises sur la scène de l'histoire, a été l'insurrection des ouvriers parisiens.

Malgré la censure capitaliste sur les informations en provenance d'Europe et la rareté des nouvelles qui ont pu filtrer, il est possible de reconstituer l'enchaînement des événements. Alors que les armées alliées progressaient vers Paris, les ouvriers des banlieues industrielles ont entamé, le 13 août, des manifestations qui se sont rapidement transformées en insurrection armée, bien que les travailleurs ne disposent que d'un équipement très limité. Une grève a éclaté dans toute la région parisienne, paralysant totalement la vie de la capitale. Les cheminots français se sont joints au mouvement, empêchant ainsi les nazis de déplacer des troupes ou du ravitaillement vers ou depuis la capitale. Le mouvement était d'une telle ampleur, et la détermination des masses si intense, que deux jours après le début de l'insurrection, la police parisienne elle-même s'est mise en grève et a rejoint les insurgés. Des barricades ont été érigées dans tous les quartiers ouvriers de Paris ; des dizaines de milliers de personnes, armées de revolvers, de bâtons et de fusils, y ont été rejointes par des centaines de milliers d'autres, sans armes.

Ainsi, en quelques jours, et bien que les nazis disposent de nombreux chars et d'autres équipements lourds, ils ont été totalement vaincus. Il convient de noter que les gaullistes – représentants du camp capitaliste –, qui s'étaient placés à la tête du mouvement avec le concours des staliniens et des réformistes, ont rapidement conclu une trêve avec les généraux nazis, alors même que le mouvement connaissait un développement victorieux. L'accord signé prévoyait que les troupes nazies seraient autorisées à se retirer de Paris dans un délai de 48 heures.

La raison en est facile à trouver. Ce n'était pas par une humanité bienveillante, mais par crainte pour leurs biens, qui risquaient d'être détruits dans les combats. Les nazis ont ainsi pu gagner du temps, faire venir des renforts et poursuivre la lutte pendant plusieurs jours supplémentaires, au prix de nombreuses vies ouvrières.

En 1940, les capitalistes français avaient « vendu » Paris à Hitler sans combattre, pour la même raison : la peur de voir leurs biens détruits. Mais ils craignaient aussi une classe ouvrière armée, capable de percevoir clairement leur dégénérescence et leur corruption, et susceptible de prendre le contrôle de Paris, puis de la France entière. Le cauchemar d'une nouvelle occupation des usines – plus durable encore que celle des grandes grèves avec occupation de 1936 – les obsédait. À l'époque, ils avaient été sauvés par les dirigeants ouvriers, grâce à la politique du Front populaire. Mais ils n'étaient pas certains que cela suffirait cette fois-ci !

Les capitalistes craignent les ouvriers en armes

La direction gaulliste s'est vue contrainte de se placer à la tête du mouvement en cours, de peur qu'il n'échappe à tout contrôle, mais aussi pour démontrer à l'impérialisme anglo-américain qu'elle constituait, en France, la seule force avec laquelle les Alliés pouvaient traiter. C'est ainsi qu'elle a lancé l'appel à l'insurrection.

Or, dès que les nazis ont été chassés de Paris, la préoccupation majeure des forces capitalistes a été de désarmer les ouvriers parisiens. Toute la presse capitaliste a présenté cette question comme l'un des problèmes « majeurs » auxquels le gouvernement gaulliste se trouve confronté. Le *Herald* du 29 août écrit :

> « Mais un autre problème se pose au général Kœnig, nouveau commandant de Paris : amener les membres du maquis et les soldats démobilisés des Forces françaises de l'intérieur à déposer les armes. Ramener ces jeunes gens fougueux – qui sillonnent encore la ville dans leurs petites voitures, agitant des drapeaux et brandissant des armes – à la vie plus monotone du travail et de la reconstruction, voilà qui constituera l'un de ses défis les plus ardus. »

Le *News Chronicle* du 30 août rapporte une justification encore plus tirée par les cheveux pour expliquer le désarmement des travailleurs qui ont libéré Paris :

> « Afin d'organiser les légions de jeunes Français armés qui portent désormais le brassard des F.F.I. et de les transformer en une force disciplinée, le général Kœnig va, dans un premier temps, désarmer ceux qui ne sont pas autorisés à porter des armes. De cette manière, les tentatives de la milice de Darnand – ainsi que celles de soldats allemands en tenue civile – visant à infiltrer les F.F.I. seront, pour l'essentiel, mises en échec. »

Tout cela n'est que pure foutaise. Il est manifestement absurde de suggérer que des fascistes, et en particulier des soldats allemands, pourraient s'infiltrer dans les F.F.I. Combien de soldats allemands parlent le français assez bien pour se faire passer pour des Français ? Ils se trahiraient immédiatement. Par ailleurs, selon les rapports des correspondants, les seuls soldats allemands présents à Paris sont des prisonniers. Il faudrait que leurs geôliers soient bien complaisants pour les laisser revêtir des vêtements civils et rejoindre le maquis. Quant aux fascistes, ceux des miliciens de Darnand qui n'ont pas encore été neutralisés ou arrêtés par les travailleurs en armes ne demanderaient pas mieux que de se terrer dans un coin où ils ne risqueraient pas d'être reconnus.

Le fait que le motif officiellement avancé pour désarmer les travailleurs français soit fallacieux est démontré par un article paru dans le *Manchester Guardian* du 31 août, sous la plume de son correspondant militaire, intitulé « Démobiliser les guérilleros ». L'auteur y exprime sans détour l'inquiétude de la classe dirigeante face à la perspective d'un peuple en armes en Europe :

> « Il serait dangereux de considérer qu'un homme, pour avoir été un héros au combat, puisse être excusé s'il manifeste des comportements antisociaux une fois la bataille terminée. »

Ce que recherchent les capitalistes, c'est le contrôle des armes à des fins qui leur sont propres. Ils craignent par-dessus tout les travailleurs en armes, qui gardent un souvenir particulièrement amer de la collaboration entre les banquiers et les grands patrons français, d'une part, et leurs homologues nazis, d'autre part, dans l'exploitation et la répression des masses françaises. Ils ont bien des comptes à régler avec les capitalistes

qui ont collaboré avec Hitler. Mais, mis à part une poignée d'entre eux qu'il faudra sacrifier en guise de boucs émissaires, les gaullistes défendent précisément les intérêts du grand capital, malgré leur programme démagogique. Tout comme en Italie, les Alliés les protégeront en France.

Un tournant à gauche

Les masses ont déjà entamé des saisies révolutionnaires. La presse parisienne, qui servait d'instrument à la propagande nazie, a été saisie par les forces de la Résistance clandestine. Ce seul acte, qui porte atteinte aux droits sacrés de la propriété privée, a dû faire frissonner les capitalistes.

Le *Daily Worker*[1] rapporte que le tirage des journaux ouvriers, désormais publiés à Paris sur les presses saisies par la Résistance, dépasse celui de toute la presse restante réunie ! *L'Humanité*, organe du Parti communiste, atteint un tirage de 230 033 exemplaires. Le *Populaire*, organe du Parti socialiste, en compte 160 000, tandis que douze journaux capitalistes réunis n'en totalisent que 120 000 ! Ces chiffres témoignent de la dynamique révolutionnaire des masses françaises, que les staliniens et les réformistes ne pourront contenir bien longtemps. Avant la guerre, le tirage du *Populaire* dans toute la France n'était que de 60 000 exemplaires ! L'augmentation spectaculaire de sa diffusion, rien qu'en région parisienne – où les staliniens exerçaient auparavant une domination totale –, illustre ce virage à gauche des masses. La ligne politique du Parti socialiste s'étant montrée plus « à gauche » que celle des staliniens, les travailleurs se sont tournés vers lui. Cette orientation, dès les premières heures de la Libération, marque le début d'une vague révolutionnaire appelée à s'intensifier et à s'approfondir à mesure que les masses découvriront la véritable nature du programme de De Gaulle et de l'impérialisme anglo-américain. Ouvriers, paysans et classes moyennes seront tous poussés sur la voie de la révolution sociale. Les foules qui manifestent réclament le socialisme et la liberté – même si cela n'est pas toujours exprimé explicitement. La précipitation avec laquelle les capitalistes soulèvent la question du désarmement des travailleurs prouve qu'ils en ont parfaitement conscience.

Ils se souviennent de la Commune

C'est aussi le souvenir de l'histoire de France qu'ils craignent. Paris est une ville de révolution. En 1789, 1830, 1848 et 1871, les Parisiens se sont soulevés. Pour la première fois dans l'histoire, les travailleurs parisiens ont pris le pouvoir en 1871 et ont instauré la glorieuse Commune de Paris. Les capitalistes n'ont pas oublié que cela s'est produit après la défaite de la France lors de la guerre franco-prussienne, alors que les travailleurs parisiens avaient organisé la Garde nationale armée – à une époque où l'armée prussienne était aux portes de Paris et où la corruption et la dégénérescence des capitalistes français éclataient aux yeux des travailleurs. Mais ils devraient aussi se rappeler que ce qui a provoqué le renversement total du gouvernement capitaliste à Paris, c'est la tentative de Thiers de désarmer les travailleurs parisiens.

Hier comme aujourd'hui, pour conserver le contrôle de la situation, les capitalistes ont dû détruire toute organisation armée indépendante des masses. Cette peur d'une revanche populaire se manifeste également dans les tentatives visant à détourner la colère des masses françaises des véritables coupables ; on peut le constater à travers le traitement

1 Le *Daily Worker* [Quotidien des Travailleurs] était le quotidien du P.C. britannique.

infligé aux femmes ayant eu des relations avec des soldats allemands. Des voyous ont été photographiés en train de raser les cheveux de ces femmes en public, et certaines ont été contraintes de défiler dans les rues, dévêtues.

Le fait que ces agissements ne porteront pas leurs fruits est suggéré par le témoignage d'un correspondant, qui rapporte qu'une petite commerçante a exprimé sa désapprobation face à de telles pratiques. Elle a suggéré, au contraire, de punir les « marchands » et autres individus ayant collaboré avec les nazis. Ce qu'elle exprimait sans doute, c'est que les véritables coupables devraient être sanctionnés : les grands trusts et conglomérats qui, comme chacun sait, ont entretenu des liens étroits avec leurs homologues nazis.

La France célèbre, dans « l'unité », sa libération du joug nazi – du moins selon de Gaulle et d'autres. Il est évident que les masses se réjouissent de la défaite de l'oppresseur nazi après quatre années d'occupation. Par ailleurs, il est fort probable que, en raison de la propagande ignoble du Parti communiste et du Parti socialiste, les travailleurs ne fassent pas une distinction claire entre les nazis et les travailleurs allemands. Mais combien de temps cela durera-t-il ?

L'impérialisme anglo-américain maintiendra la France et toute l'Europe sous le joug de sa dictature financière. Le réveil, après l'allégresse initiale de la Libération, sera rapide et profond.

La classe dominante tremblera face à la période qui s'ouvre : Paris a parlé ! Dans les jours à venir, la pleine signification du soulèvement des travailleurs parisiens apparaîtra au grand jour. Ils ont chassé les nazis ; ils sont tout aussi capables de chasser les capitalistes français.

Paris et la France demanderont des comptes pour les crimes de l'impérialisme français. Le Paris rouge a parlé, mais il n'a pas encore dit son dernier mot. Les trotskystes français joueront leur rôle dans les jours à venir. Les événements montreront bientôt aux travailleurs parisiens qui sont leurs véritables ennemis et qui sont leurs véritables amis. Ils rejetteront la politique traîtresse de collaboration de classe prônée par les staliniens et les réformistes. Après Rome et Varsovie, voici Paris. Ce ne sont là que les prémices du mouvement révolutionnaire qui va balayer toute l'Europe. Les travailleurs parisiens resteront fidèles au socialisme et à l'internationalisme !

Les travailleurs de France lutteront pour une France soviétique, au sein d'États-Unis socialistes d'Europe !